



## Assange: nous vivons sous une dictature, c'est maintenant incontestable

Par [Eric Zuesse](#)

Mondialisation.ca, 12 novembre 2019

Région : [États-Unis](#)

Thème: [Droits humains et État policier](#), [Loi et Justice](#), [Services de renseignements](#)

*Comment pouvons-nous qualifier cela ? Un éditeur a fait ce que le New York Times a lui-même fait lorsqu'il a publié les Pentagon Papers et que la Cour suprême en 1971 - cas New York Times Co. contre États-Unis - a jugé qu'il était protégé par le premier amendement, mais aujourd'hui l'éditeur dont nous parlons a malgré tout subi, pendant des années, divers modes d'emprisonnement sans procès et a été détruit au point que, lors de sa première comparution devant un tribunal pour se défendre il semble avoir été drogué, car pour une raison quelconque «lorsqu'on lui a demandé de donner son nom et sa date de naissance, il a visiblement lutté pendant plusieurs secondes pour se souvenir des deux ... Il a eu beaucoup de difficulté à articuler les mots et à centrer ses idées.» L'événement s'est produit le 21 octobre.*

Ici - je me sers de caractères gras, uniquement pour souligner les noms des principaux participants à l'audience - nous trouvons d'autres points saillants du [récit fourni](#) le 22 octobre par l'ancien ambassadeur du Royaume-Uni, Craig Murray, sous le titre « *Assange devant la Cour* » :

### Extrait

Après avoir assisté aux procès en Ouzbékistan de plusieurs victimes de torture extrême et avoir travaillé avec des survivants de Sierra Leone et d'ailleurs, je peux vous dire qu'hier, j'ai complètement changé d'avis et que Julian a exposé exactement les symptômes d'une victime de torture, en particulier en termes de désorientation, de confusion et de véritable lutte pour affirmer le libre arbitre à travers le brouillard de l'impuissance forcée. Tous les membres de ce tribunal ont constaté hier que l'un des plus grands journalistes et dissidents, le plus important de notre époque était torturé à mort par l'État, sous nos yeux. Voir mon ami, l'homme le plus agile d'esprit, le plus vif des penseurs que j'ai connu, réduit à cette état d'épave bouleversante et incohérente était insupportable. Pourtant, les agents de l'État, en particulier l'impitoyable juge, la magistrate Vanessa Baraitser, n'étaient pas seulement préparés, mais désiraient faire partie de cette corrida sanglante. L'accusation portée contre Julian est très spécifique : conspiration avec Chelsea Manning pour la publication des rapports de guerre de l'Irak, de l'Afghanistan et des câbles du département d'État. Les points principaux en litige mis en avant par la défense de Julian Assange étaient la demande de plus de temps pour préparer ses preuves ; et le fait que les infractions politiques étaient expressément exclues du traité d'extradition. Ils ont donc argumenté qu'une audience préliminaire devrait être organisée pour déterminer si le traité d'extradition est applicable ou non. Les raisons évoquées par l'équipe de la défense d'Assange pour avoir plus de temps pour se préparer étaient convaincantes et surprenantes. Les

preuves présentées à la justice espagnole incluait également un complot de la CIA visant à kidnapper Assange, qui montraient l'attitude des autorités américaines quant à la légalité de son cas et au traitement auquel il pourrait s'attendre aux États-Unis. L'équipe de Julian a expliqué que la procédure judiciaire espagnole était en cours et que les éléments de preuve fournis seraient extrêmement importants, mais que cela pourrait ne pas être terminé et que donc les éléments de preuve ne seraient pas entièrement validés et disponibles à temps pour le calendrier proposé pour les audiences d'extradition d'Assange. Pour l'accusation, James Lewis QC [conseil de la reine] a déclaré que le gouvernement s'opposait fermement à tout retard pour la préparation de la défense. Il y avait cinq représentants du gouvernement américain présents. En fait, Lewis a dit au juge qu'il prenait les instructions de ceux qui étaient derrière. Le gouvernement américain dictait ses instructions à Lewis, qui les transmettait à Baraitser, qui les statuait comme décision légale. Baraitser a ensuite résumé le tout en disant que l'audience de février aurait lieu, non pas devant la Cour de magistrats de Westminster, relativement ouverte et accessible, mais à la Cour de magistrats de Belmarsh, le sinistre centre de haute sécurité utilisé pour le traitement judiciaire préliminaire des terroristes, rattaché à la prison à sécurité maximale où Assange est détenu. Même le plus grand tribunal de Belmarsh ne compte que six sièges pour le public et l'objet est clairement d'échapper à la surveillance du public. L'équipe de défense d'Assange s'est vivement opposée au déménagement à Belmarsh, en particulier au motif qu'il n'y avait pas de salle de réunion disponible pour consulter leur client. Finalement, Baraitser s'est tournée vers Julian et lui a ordonné de se lever et lui a demandé s'il avait compris la procédure. Il a répondu par la négative, a déclaré qu'il ne pouvait pas penser et a donné toutes les apparences de désorientation. ... Il est devenu de plus en plus confus et incohérent. Je répertorie, et je proteste depuis des années contre les pouvoirs de plus en plus autoritaires de l'État britannique, mais le fait que les abus les plus grossiers puissent être aussi ouverts et flagrants reste un choc. À moins que Julian ne soit libéré sous peu, il sera détruit. Si l'État peut le faire, alors qui est le suivant ?

Dans le compte-rendu de Murray, il y en a encore plus qui choquerait tout lecteur intelligent, mais l'extrait présenté constitue ce que je considère comme les points principaux.

Pour ce qui est de savoir si le gouvernement des États-Unis est une dictature : des analyses socio-scientifiques quantitatives et rigoureuses ont déjà été menées sur cette question, et tous les éléments de preuve indiquent clairement une [réponse affirmative](#) à cette question, du moins à l'égard de ce gouvernement.

Nous sommes donc clairement arrivés au point où nous vivons dans un État totalitaire : l'État profond américain et ses alliés. Appeler cela une '*démocratie*', c'est insulter ce mot magnifique. Certaines révolutions authentiques ont été déclenchées par des tyrannies qui n'étaient pas aussi viles que celle-ci.

Le complexe militaro-industriel (CMI) ne contrôlait pas entièrement le gouvernement américain en 1971 lorsque le droit de censure absolu du CMI a été rejeté par la Cour suprême américaine dans l'affaire des *Pentagon Papers* ; mais finalement, après le 11 septembre, c'est finalement le cas, et la démocratie est donc totalement éradiquée dans les États-Unis d'aujourd'hui.

Eric Zuesse

Article original en anglais :



[That We Live Under a Dictatorship Is Now Unquestionable: The Assange Case](#), le 23 octobre 2019

Traduit par jj, relu par Kira pour [le Saker Francophone](#)

La source originale de cet article est Mondialisation.ca  
Copyright © [Eric Zuesse](#), Mondialisation.ca, 2019

---

Articles Par : [Eric Zuesse](#)

A propos :

Investigative historian Eric Zuesse is the author, most recently, of *They're Not Even Close: The Democratic vs. Republican Economic Records, 1910-2010*, and of *CHRIST'S VENTRILOQUISTS: The Event that Created Christianity*.

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)